## CRISE SYRIENNE

# L'Iran prendra part à la réunion de Vienne

***Le ministre iranien des Affaires étrangères, Mohammad Javad Zarif, se rendra à Vienne pour participer à des pourparlers internationaux sur la Syrie, a annoncé hier la porte-parole de la diplomatie iranienne.***

«Nous avons reçu l'invitation et il a été décidé que le ministre des Affaires étrangères participerait aux pourparlers», a déclaré la porte-parole, Marzieh Afkham, citée par la télévision d'Etat.

C'est la première fois que Téhéran sera représenté à une réunion internationale sur la Syrie, l'Iran n'ayant pas été invité à participer aux conférences qui s'étaient tenues à Genève en 2012 et 2014. Les chefs de la diplomatie russe Sergueï Lavrov, américaine John Kerry, saoudienne Adel Al-Jubeir et turque Feridun Sinirlioglu vont discuter ce soir à Vienne du conflit syrien et doivent être rejoints demain vendredi par leurs homologues iranien, égyptien, irakien et libanais, a indiqué hier une source diplomatique russe.

Une première rencontre quadripartite s'était déroulée vendredi dernier dans la capitale autrichienne pour évoquer les perspectives de règlement du conflit syrien, qui a fait plus de 250 000 morts et 11,6 millions de déplacés depuis mars 2011.

Le secrétaire d'Etat américain, John Kerry, avait alors déclaré espérer qu'une nouvelle réunion internationale se tienne mais dans un format «plus large». De son côté, le chef de la diplomatie russe, Sergueï Lavrov, avait souligné la nécessité d'élargir le format de la réunion à d'autres pays et évoqué les membres permanents du Conseil de sécurité de l'ONU, les acteurs régionaux comme l'Égypte, l'Iran, le Qatar ainsi que la Jordanie et les Emirats arabes unis.

Photo : DR

Mohammad Javad Zarif.

## TURQUIE

# La police prend d'assaut deux télévisions de l'opposition à la veille des élections

***La police turque a pris de force hier le contrôle de deux chaînes de télévision proches de l'opposition, qui a dénoncé un nouvel exemple de la dérive autoritaire du Président Recep Tayyip Erdogan à quatre jours des élections législatives.***

En direct devant les caméras, des policiers en tenue antiémeute ont pris d'assaut au petit matin à Istanbul le siège de Bugün TV et Kanaltürk, dont la maison-mère a fait l'objet lundi d'une mise sous tutelle judiciaire très controversée. La holding Koza-Ipek est réputée proche de l'imam Fethullah Gülen, devenu «l'ennemi public numéro 1» du chef de l'Etat depuis un retentissant scandale de corruption qui a visé son entourage pendant l'hiver 2013. Les forces de l'ordre ont d'abord dispersé les salariés du groupe qui défendaient leur siège derrière un mur de pancartes «Bugün ne se taira pas» avec des gaz lacrymogènes et de canons à eau, avant de forcer l'entrée du bâtiment avec d'énormes pinces coupantes, selon les images retransmises par Bugün TV sur son site internet. Des policiers et un des nouveaux administrateurs du groupe nommés par la justice ont ensuite investi la régie des deux télévisions et en ont pris le contrôle manu militari, malgré l'opposition d'un de ses rédacteurs en chef. «Quel est votre titre ? Ici, c'est ma chaîne», leur a lancé Tarik Toros. Pendant ce face-à-face dans les étages, des affrontements ont éclaté devant le bâtiment entre les manifestants, dont des députés de l'opposition, et la police. Plusieurs personnes ont été arrêtées, a rapporté la chaîne de télévision privée NTV. Plusieurs centaines de protestataires étaient encore rassemblés dans l'après-midi devant le siège des deux télévisions, sous forte protection policière. La justice turque a prononcé lundi la mise sous tutelle de Koza-Ipek, accusée selon un procureur d'Ankara de «financer», «recruter» et «faire de la propagande» pour le compte de Fethullah Gülen, qui dirige depuis les Etats-Unis un influent réseau d'ONG, médias et entreprises qualifié par les autorités d'«organisation terroriste.

«C'est une attaque sérieuse contre le droit au public de s'informer», a dénoncé le coprésident du Parti démocratique des peuples (HDP, prokurde) Selahattin Demirtas, qui s'est rendu sur place. «Sommes-nous surpris ? Non, malheureusement», a-t-il regretté. «Le pouvoir a montré aujourd'hui ce qu'il adviendra de ce pays si on ne met pas un terme à cette oppression dimanche», a renchéri sur son compte Twitter un député du Parti républicain du peuple (CHP, social-démocrate), Eren Erdem. Les tensions entre les médias et les autorités, déjà fortes, ont été exacerbées ces dernières semaines par la reprise du conflit kurde et les législatives du 1er novembre. Le quartier général stambouliote du quotidien *Hürriyet* a été la cible le mois dernier de deux attaques de manifestants favorables au chef de l'Etat et l'un de ses chroniqueurs vedettes, Ahmet Hakan, passé à tabac devant son domicile.

«Les entrepreneurs indépendants sont terrorisés et la liberté de la presse recule en Turquie», a déploré hier *Hürriyet* dans un éditorial, «nul doute que l'hospitalité de ce pays pour le G20 (qui se tient mi-novembre à Antalya) en sera ternie».

Le gouvernement turc se défend pour sa part de vouloir étouffer les médias et M. Erdogan répète régulièrement que la presse de son pays est «la plus libre du monde».

## PALESTINE

# Les agressions israéliennes au menu d'une réunion spéciale à Genève

M. Abbas a appelé la communauté internationale à créer de toute urgence «un régime de protection internationale du peuple palestinien», dénonçant des exécutions extra-judiciaires menées par les forces d'occupation israéliennes. «Il est essentiel que chacun assume ses responsabilités avant qu'il ne soit trop tard, je pense notamment aux Nations-Unies (...) et aux Etats membres de l'ONU», a déclaré M. Abbas, s'exprimant lors de la réunion spéciale demandée par les Palestiniens, la deuxième du genre depuis la création de l'agence onusienne en 2006.

Depuis sa création, il y a 9 ans, le Conseil des droits de l'Homme ne s'est rassemblé qu'une seule fois en «réunion spéciale», c'était à l'occasion de la venue de la présidente du Chili, Michelle Bachlet en 2007. «Cette session de courtoisie en faveur des Palestiniens s'est tenue donc malgré qu'elle ne soit pas du goût du représentant israélien auprès de l'ONU à Genève, qui dit s'attendre à ce qu'Israël va encore être accusé de tous les maux.»

M. Abbas réclame à nouveau l'arrêt de la colonisation israélienne en Cisjordanie occupée avant toute reprise d'éventuelles négociations de paix entre la Palestine et Israël auxquelles a appelé le secrétaire général de l'ONU, Ban Ki-moon. Les négociations de paix entre les deux parties ont été suspendues le mois de mars 2014 après 9 mois de négociations qui n'ont abouti à aucun résultat palpable. Les forces d'occupation continuent leurs attaques dans les territoires palestiniens occupés tuant 64 Palestiniens depuis le début du mois en cours, dont 14 enfants, soit 23,4%, à cela il faut ajouter les atteintes aux droits de l'Homme et au droit international. Le ministère de la Santé palestinien fait état également de 7 200 blessés dans la foulée des tensions autour de la mosquée d'Al-Aqsa.

Plus d'un millier de Palestiniens ont été arrêtés par l'armée d'occupation israélienne depuis le déclenchement, le 1er octobre, de la spirale des violences en Cisjordanie et à El Qods-Est occupées, et qui a gagné la bande de Ghaza. Selon le Club des détenus palestiniens, 87 Palestiniens arrêtés ont été placés en détention administrative, un régime extrajudiciaire décrié par le Club.

Ceci en sus des incursions dans les maisons de familles palestiniennes sous prétexte qu'un des leurs est l'auteur d'une attaque contre des colons israéliens.

Un document du Bureau de la coordination des affaires humanitaires (OCHA) a signalé le début du mois de septembre un plan israélien qui cherche à détruire 11 000 biens palestiniens en Cisjordanie.

Les représentants du Quartette pour le Moyen-Orient (Nations-Unies, Etats-Unis, Union européenne (UE), Russie) ont exprimé de profondes inquiétudes concernant l'escalade continue des tensions entre Israéliens et Palestiniens. «Le Quartette condamne tout acte de terrorisme et de violence contre des civils», ont indiqué le ministre russe des Affaires étrangères, Sergeï Lavrov, la chef de la diplomatie de l'UE, Federica Mogherini, le coordinateur de l'ONU pour le Moyen-Orient, Nickolay Mladenov, et le secrétaire d'Etat américain, John Kerry. Une résolution sur la Palestine critiquant notamment la politique d'Israël à El Qods occupée a été votée mercredi dernier à l'Unesco, dans une version expurgée d'une revendication initiale sur le Mur des Lamentations qui avait suscité la colère de l'Etat hébreu.

La résolution votée «condamne fermement les agressions israéliennes et les mesures illégales limitant la liberté de culte et l'accès des musulmans au site sacré de la mosquée Al-Aqsa». La rédaction initiale du texte, déposé par l'Algérie, l'Égypte, les Emirats arabes unis, le Koweït, le Maroc et la Tunisie, avait suscité mardi l'ire d'Israël et l'inquiétude de la directrice générale de l'Unesco, Irina Bokova, opposée à une remise en cause du statut des lieux saints de Jérusalem.